

le prolétaire

bulletin mensuel du PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE (programme communiste)

N 5 - 1964

Prix : 0,20 F ; 2 FB
1 an : 2 F ; 20 FB

CE QUI NOUS DISTINGUE

- La revendication de la ligne qui va du Manifeste Communiste à la Révolution russe d'Octobre et à la fondation de l'Internationale Communiste.
- La lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts Populaires et des blocs de la Résistance.
- La tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

KENNEDY MORT,

L'ETAT CAPITALISTE SE PORTE BIEN

On ne saura probablement jamais pourquoi Kennedy a été exécuté. Mais cela nous importe peu à nous prolétaires. D'abord parce que, quelle que soit la réponse, l'explication fondamentale du crime est déjà connue: la haine et la violence sont les produits naturels des sociétés de classe en général et du capitalisme en particulier. Ensuite et surtout parce que cette réponse n'aurait d'importance que si la disparition d'un homme, et même de l'homme qui "dirige" l'Etat capitaliste le plus puissant du monde, pouvait changer le cours de l'histoire, ce qui est faux.

DANS CE NUMERO

- Kennedy mort, l'Etat capitaliste se porte bien
- Le prix de la dernière capitulation
- Les révolutionnaires doivent-ils militer dans les syndicats réactionnaires ?
- L'Unité avec le capitalisme
- Lettre de Hollande: Economie nationale et lutte directe
- Si tu veux la paix, prépare la guerre de classe
- Lettre de Belgique

C'est la société américaine qui a tué Kennedy. Toute la presse américaine l'a dit: "Paradoxe de l'Amérique: un pays qui se vante de son système gouvernemental régi par la loi et qui néanmoins a toujours gardé à travers son histoire un résidu de sauvagerie et de brutalité"
(Portland Herald)

Ou ce sont les racistes; mais le racisme n'est pas une idée, mais le produit obligatoire d'une société de classe. Et pas seulement le "vestige" de l'époque révolue de l'esclavagisme, mais la meilleure con-

LISEZ, DIFFUSEZ, SOUTENEZ

programme communiste

notre revue théorique trimestrielle

Le N°: 2,50 ; Belgique : 35 FB
Abonnement 1 an : ordinaire 9 F
de soutien 20 F

Correspondance :
B.P. 375 MARSEILLE-Colbert
B.P. 24 PARIS XIX

Versements : PROGRAMME COMMUNISTE C.C.P. 2202 22 Marseille

dition de la soumission des prolétaires noirs, dans une société qui continue avec ses westerns à justifier devant les enfants de chaque génération l'extermination des peaux-rouges.

C'est un fou; mais la folie n'est pas un fait individuel. Et aux Etats-Unis moins qu'ailleurs. La folie y revêt un tel caractère de masse que Kennedy (son successeur Johnson l'a rappelé dans son discours d'hommage) se proposait de lancer contre les maladies mentales une offensive générale avec les moyens de l'Etat. Le déséquilibre mental d'une foule de citoyens américains n'est qu'un aspect du déséquilibre général d'une société qui se livre avec frénésie à la recherche de la réussite individuelle, du bien-être familial et du profit maximum: il ne disparaîtra qu'avec cette société. Qu'un fou ait cru pouvoir résoudre les problèmes en tuant le chef de l'Etat qui perpétue cette folie, c'est évidemment une idée folle, mais c'est malheureusement la seule idée logique dans un monde de folie...

Kennedy ne faisait pas l'histoire. Si l'on se borne à l'oeuvre pour laquelle il a reçu le plus de louanges de Londres à Moscou en passant par Paris et le Vatican, la "déségrégation", on peut constater qu'elle a commencé avant lui (à Little Rock, "sous" Eisenhower, autre grand homme, qui par ailleurs "grillait" les Rosenberg) et on verra qu'elle continuera après lui. Cette "lutte" contre la ségrégation s'impose au capital américain dans son ensemble s'il peut pouvoir profiter à fond de la décolonisation en Afrique. Elle ne devient nécessaire que parce que le prolétariat noir américain s'est mis en mouvement et qu'il est dangereux de le pousser à des formes de lutte plus radicales. Si Kennedy menait cette politique c'est parce qu'il s'était trouvé porté à la magistrature suprême au moment où les choses devenaient sérieuses. A Dallas il s'apprêtait à le dire: "l'Amérique doit pratiquer ce qu'elle prêche". Mais il restait aussi implacable envers Cuba et la Chine. Dans les deux cas, il ne faisait que défendre les intérêts bien compris du capital financier américain, et non des "idées généreuses" fort opportunément oubliées depuis Lincoln, autre grand homme qui avait su comprendre en son temps que l'esclavage salarié est infiniment plus productif que l'esclavage tout court.

Nous ne nous affligerons donc pas, comme Moscou, et nous ne nous réjouirons pas plus, comme Pékin, de la mort du héros, "homme de bonne volonté" pour les uns, "homme le plus méchant du monde" pour les autres.

Après comme avant lui, le capital américain se porte bien, et son Etat aussi. Et pour que nul n'en ignore, tous les héros du monde, du chef de l'Etat français au Négus, sont allés lui donner une messe.

Après comme avant lui la paix n'est ni plus menacée, ni plus assurée. Mais le jour où il faudra mener la guerre, soyons sûrs qu'il y aura toujours un président des Etats-Unis "généreux" (c'est une spécialité), un Wilson ou un Roosevelt, pour appeler le prolétariat américain et tous les peuples du monde à la défense de la cause sacrée de la Liberté, et des financiers à Wall Street pour nous fournir généreusement et à crédit toutes les marchandises nécessaires.

Le seul changement au cours de l'histoire, cours qui est actuellement celui de l'accumulation du capital, avec ses alternances de prospérité et de crise, de paix et de guerre, les prolétaires savent qu'ils doivent l'attendre non pas de la succession à la tête des Etats bourgeois d'instruments plus ou moins généreux, mais de leur propre action révolutionnaire de classe, de l'assaut à l'Etat bourgeois et de sa destruction, de l'abolition du capital.

L'unité syndicale

Le prix de la dernière capitulation

La C.G.T. mendie l'unité à F.O. et à la C.F.T.C. Quel prix ceux qui, dans ces centrales, y sont favorables entendent-ils la faire payer ? Les partisans F.O. et C.F.T.C. de l'unité avec Frachon (les dirigeants des fédérations chimique et métallurgique) viennent de le dire clairement: la C.G.T., disent-ils, devra officiellement répudier la formule de Lénine selon laquelle le syndicat "est la courroie de transmission des directives du parti de classe jusqu'aux couches les plus reculées de la classe ouvrière". Selon ce marché, la C.G.T. devrait donc officiellement renoncer à guider les luttes partielles du prolétariat en fonction de sa lutte générale; abandonner toute liaison entre ses revendications générales et sa revendication historique; elle devrait, comme ses concurrentes, faire passer la catégorie avant la profession, l'entreprise avant le corps de métier; elle devrait, en un mot, s'enfermer dans les lois de division et de concurrence qui sont les lois même du système capitaliste contre lequel elle renoncerait par là-même à rien tenter.

Ces conditions n'ont rien qui puisse choquer la C.G.T. actuelle: elle s'y plie déjà effectivement dans la pratique. La C.G.T. actuelle avance des revendications de catégorie et d'entreprise au détriment des revendications intéressant la classe ouvrière tout entière; la C.G.T. actuelle recherche l'arbitrage et sapote la grève; la C.G.T. actuelle impose des mouvements fragmentaires et renonce volontairement aux luttes généralisées; la C.G.T. actuelle fait de la propagande pour la paix et désarme ainsi les prolétaires dans leur combat quotidien comme dans leur lutte générale contre le capitalisme et son Etat; la C.G.T. actuelle vénère l'Etat/la démocratie ^{de}bourgeoise et ne dit mot de la dictature du prolétariat; la C.G.T. actuelle mendie des réformes et le prolétariat a besoin d'une révolution.

Mais ces conditions scélérates nous, communistes internationalistes, nous devons les dénoncer: lorsque, statutairement, il ne sera plus possible de préconiser la lutte de classe et sa ligne politique dans les syndicats, ces

organismes n'auront plus rien de prolétarien et agir en leur sein n'aura plus de sens pour des révolutionnaires. La lutte ouvrière n'en sera que plus difficile. Peut-être faudra-t-il en passer par là. En tout cas, le seul fait que ces conditions puissent être proposées à la C.G.T. montre bien devant quels ruffians et larbins du capitalisme l'organisation super-opportuniste des Thorez et Frachon est prête à se prosterner !

.....
: LES REVOLUTIONNAIRES DOIVENT-ILS MILITER :
: DANS LES SYNDICATS REACTIONNAIRES ? :
.....

Les défaites successives subies par le prolétariat dans son affrontement avec le capital ramènent à l'ordre du jour la question de l'unité syndicale. La C.G.T. n'a plus que le mot unité à la bouche. Nous l'avons plusieurs fois affirmé, l'unité syndicale n'est pas, pour nous, un absolu. L'important est de savoir en vue de quels objectifs elle est réalisée. D'autre part, nous savons qu'une partie du prolétariat reste en dehors des organisations syndicales. La lutte de classe existe pourtant, plus dure et plus âpre, pour celle-ci. Notre but, c'est l'unification de la classe ouvrière. En conséquence, nous ne pouvons ni négliger cette fraction inorganisée du prolétariat, livrée à la tyrannie du capital, ni être contre les syndicats. Nous sommes contre leurs directions. Nous appelons tous les prolétaires à réaliser l'unité à la base, à ne pas laisser en dehors de celle-ci leurs frères plus déshérités qui n'accèdent même pas à l'organisation, qui n'ont pas le droit à la lutte pour le minimum vital, tous les travailleurs dits étrangers: algériens, marocains, noirs de divers pays d'Afrique, italiens, espagnols, etc... Il faut qu'ils chassent ceux qui les dirigent pour imposer leur propre direction au travers d'hommes dévoués à leur classe.

En cela nous sommes en accord complet avec Lénine qui écrivait dans le chapitre de la "Maladie infantile du communisme" auquel nous avons emprunté le titre de cet article: "Nous luttons contre l'"aristocratie ouvrière" au nom de la masse ouvrière et pour la gagner à nous; nous combattons les leaders opportunistes et social-chauvins pour gagner à nous la classe ouvrière. Il serait absurde de méconnaître cette vérité élémentaire et évidente entre toutes."

Les syndicats sont des organes de la classe ouvrière. Ils jouent donc un rôle fondamental dans l'organisation de celle-ci: "Les syndicats ont marqué un progrès gigantesque de la classe ouvrière au début du développement du capitalisme; ils ont marqué le passage de l'état de dispersion et d'impuissance où se trouvaient les ouvriers, aux premières ébauches du groupement de classe. Lorsque commença à se développer la forme suprême de l'union de classe des prolétaires, le parti révolutionnaire du prolétariat (qui ne méritera pas ce nom aussi longtemps qu'il ne saura pas lier les chefs, la classe et les masses en un tout homogène, indissoluble), les syndicats révélèrent inévitablement certains traits réactionnaires, une certaine étroitesse corporative, une certaine tendance à l'apolitisme, un certain esprit de routine, etc.."

5

De nos jours, la classe ouvrière est fragmentée, divisée et les divers syndicats, par leur existence, légalisent cela. D'autre part, il n'existe plus de parti révolutionnaire tel que le définissait Lénine. En effet, pour lui, comme pour Marx et pour nous, le parti est la forme d'organisation la plus apte à unir la classe ouvrière, à en faire un tout agissant dans un but défini: abattre le capitalisme. Nous avons donc rétrogradé par rapport à la situation décrite par Lénine. C'est en cela que consiste la victoire de la contre-révolution: destruction physique du parti de classe, fragmentation de la classe ouvrière.

Mais la contre-révolution ne peut détruire le Programme communiste, l'âme même, la conscience impersonnelle de la classe où sont consignés le but qu'elle doit atteindre et les moyens qu'elle doit employer pour y parvenir. Le travail qui incombe aux quelques éléments qui sont restés sur le terrain de la défense de ce programme, est d'expliquer celui-ci. Ils doivent le faire dans les organisations réactionnaires que sont devenus les syndicats parce que ceux-ci, bien que momentanément dériégés par des équipes de bonzes qui font adopter des positions allant à l'encontre des intérêts les plus immédiats des ouvriers, sont des organes de la classe prolétarienne: "Car toute la tâche des communistes est de savoir convaincre les retardataires, de savoir travailler parmi eux et non de se séparer d'eux par des mots d'ordre "de gauche" d'une puérile invention" (Lénine).

Aujourd'hui, l'ensemble de la classe ouvrière est retardataire. La victoire de la bourgeoisie fut de prendre - par personnes interposées: petits-bourgeois, opportunistes, bureaucrates, etc... - la direction des centrales syndicales. Notre tâche est de l'en chasser. Mais l'ennemi est coriace; il veut garder l'avantage et empêcher toute soudure entre la classe et l'avant-garde de celle-ci qui défend son programme. Aussi, existe-t-il un très grand nombre d'écrans entre la classe et nous: les soi-disants partis prolétariens, les comités d'usine, les syndicats... Nous devons combattre féroce-ment tous les partis, mais nous devons travailler dans les syndicats. Dire qu'il ne faut pas le faire, qu'il faut inventer de nouvelles organisations comme le font certains groupement de gauche, revient à théoriser notre séparation de la masse prolétarienne et la dislocation de celle-ci; cela aboutit à théoriser une défaite: "Bêtise impardonnable qui équivaut à un immense service rendu à la bourgeoisie" (Lénine).

Nous voulons pénétrer au sein de la classe, l'instruire à nouveau de son programme; nous voulons l'expliquer à tous les retardataires afin de les amener au niveau de la vision générale de la lutte unitaire de classe contre l'ennemi unique, le capital. C'est au cours de ce grand mouvement unificateur que se reconstruit le Parti international de classe, seul organe capable de conduire la lutte jusqu'au bout, jusqu'à la victoire finale.

" Entre la société capitaliste et la société communiste se place la période de transformation révolutionnaire de celle-là en celle-ci. A quoi correspond une période de transition politique, où l'Etat ne saurait être autre chose que la dictature révolutionnaire du prolétariat" (MARX - Critique du Programme de Gotha).

L'UNITÉ...

AVEC LE CAPITALISME

Si l'unité organique ne progresse guère entre les syndicats de collaboration de classe, il est un domaine où elle s'est déjà réalisée: celui de l'unité idéologique avec le capitalisme et ses divers laquais.

A l'indécente campagne de pleurs et de lamentations orchestrée autour de la mort de Kennedy, les hommes de Frachon ont voulu apporter leur contribution: "La C.G.T. - dit leur résolution - traduit l'indignation de la classe ouvrière française devant l'odieux attentat... Elle adresse aux ouvriers des Etats-Unis ses sentiments de solidarité dans ces circonstances pénibles".

Vous avez bien lu: la C.G.T. est solidaire des prolétaires américains dans la peine qu'ils doivent éprouver pour la perte d'un chef d'Etat représentant la classe même qui les exploite. Les disciples syndicaux de Khrouchtchev ne se contentent pas de verser des larmes sur la mort du chef suprême de l'impérialisme le plus puissant et le plus impitoyable du monde, ils veulent que les ouvriers américains, ses premières victimes, soient plongés dans la même affliction! C'est ce que la C.G.T. appelle "l'union de la classe ouvrière de tous les pays"! Des fleurs pour Kennedy, l'homme du capital yankee, des condoléances pour l'adversaire résolu de la révolution cubaine, c'est peut-être une "voie originale" de la solidarité avec le peuple cubain et les victimes de la United Fruits?

C'est là certainement la démarche la plus honteuse que puisse accomplir une organisation ouvrière: elle n'a d'autre but que de prêcher l'union des classes et la capitulation du prolétariat. A Marseille, les stalino-khrouchtcheviens se sont même surpassés: aux côtés de la fine fleur de la social-démocratie, ils ont fait observer une minute de silence en mémoire de Kennedy à 15.000 personnes rassemblées pour manifester leur crétinisme pacifiste à l'occasion d'un meeting contre la force de frappe et pour le "désarmement général".

Etaient-ce donc des prolétaires, ces hommes qui courbaient la tête en pensant au "grand démocrate" défunt? Les vrais prolétaires ne s'inclinent pas devant des morts qui ne sont pas les leurs. Kennedy était un réformateur animé d'excellentes intentions? Il n'en était que plus dangereux pour le prolétariat. Plus habile que ses rivaux, il avait déjà réussi à illusionner les masses ouvrières d'Europe puisqu'elles ont cru perdre avec lui une chance de paix.

L'attitude des dirigeants de la C.G.T. n'en est que plus condamnable. Le capitalisme manoeuvre pour persuader les ouvriers qu'ils ont, avec ceux qui les exploitent, un bien commun, la paix - et que ce bien commun vaut qu'on lui sacrifie la lutte de classe. Au lieu de dénoncer ce chantage à la terreur atomique, les communistes dégénérés lui apportent leur caution. Ce sont eux les pires adversaires du prolétariat, et c'est seulement lorsque toute l'avant-garde ouvrière en sera consciente qu'il sera possible de parler sérieusement d'unité de classe du prolétariat.

L'unité du prolétariat ne peut se faire que contre la bourgeoisie et son Etat. Elle ne peut se faire que contre les larbins "communistes" du capital qui pleurent la mort de Kennedy en accreditant l'idée imbécile qu'il pouvait, lui, parce qu'il savait s'entendre avec le chef de l'impérialisme rival, l'impérialisme russe, sauver la paix.

La paix capitaliste est ignoble; la guerre capitaliste est inévitable. La paix capitaliste est ignoble car c'est à son ombre que se développent les bonnes affaires, les "échanges à intérêts réciproques" et la "coexistence pacifique", c'est à dire l'accumulation frénétique du capital basée sur l'extorsion de la plus-value au prolétariat mondial. La guerre est inévitable car la machine capitaliste une fois lancée en plein rendement ne peut s'arrêter en route. La lutte "pacifique" pour les marchés (ce que Khrouchtchev appelle joliment l'émulation pacifique) ne peut aboutir qu'à la saturation des marchés; alors, il n'y aura plus d'autre solution pour chaque impérialisme que de tenter d'étendre encore, mais par la force cette fois, sa sphère de domination; chaque impérialisme devra, pour atteindre son but: vendre et réaliser son profit; abandonner la guerre commerciale "pacifique" pour entamer la guerre tout court; alors, il n'y aura plus d'autre solution pour le capitalisme en général que de détruire sur une grande échelle les marchandises accumulées à la sueur des prolétaires pendant la période "pacifique" afin de pouvoir continuer à produire des marchandises et donc du profit.

Le sourire de Kennedy ou les proverbes de Khrouchtchev ne peuvent rien changer à ce cycle infernal, imposé par l'existence même de l'économie capitaliste. Seule la révolution communiste pourra y mettre fin en détruisant sa cause: la société capitaliste. Les soi-disant communistes qui prêchent la paix et la démocratie et non la lutte de classe et la dictature du prolétariat ont choisi leur camp: c'est celui de la conservation capitaliste, de l'exploitation capitaliste "pacifique" aujourd'hui, de la guerre capitaliste demain.

SOMMAIRE DE " PROGRAMME COMMUNISTE ", N° 25

- Communistes de temps meilleurs
- Bases pour l'adhésion au Parti Communiste Internationaliste (Programme Communiste)
- Socialisme et syndicalisme dans le mouvement ouvrier français
- Notes de lecture
- Notes d'actualité:
 - Le prix de l'unité syndicale
 - A un milliard de télécrétinisés

Lettre de Hollande

ECONOMIE NATIONALE ET LUTTE DIRECTE

Amsterdam, novembre 1963. Le prospère appareil productif capitaliste commence également à grincer en Hollande, et précisément dans son point fort. On sait que ce pays est béni, pour les bourgeois, par le jeu exceptionnellement favorable de la loi capitaliste de la population: extraordinaire densité et formidable taux de natalité. Bref, le capital y dispose d'une main-d'oeuvre particulièrement abondante et, de ce fait, susceptible de se livrer à une concurrence acharnée sur le marché du travail pour faire baisser les salaires.

Mais voilà que depuis quelques années surtout, après la perte des colonies et l'exploitation intensive des ressources de l'économie intérieure au moment du florissement universel du capitalisme, la situation sur le marché du travail se caractérise par... un manque de main-d'oeuvre. Cependant, au cours de toute cette période, les salaires sont restés plus bas que dans tous les autres pays d'Europe occidentale. Ils sont fixés par contrat collectif, entre les dirigeants syndicaux et les organisations patronales. Parmi les industries les plus importantes en Hollande, il y a la métallurgie (fonderies et transformation des métaux); dans ce secteur, les conditions de travail, et donc les salaires, sont le plus rigoureusement fixés pour tous les travailleurs.

Pour pallier le manque de main-d'oeuvre, les capitalistes ont mis sur pied un système de recrutement parallèle: des sortes d'agences fournissent aux entreprises, qui s'adressent à elles, des ouvriers qui échappent aux conditions générales du contrat collectif et reçoivent donc des salaires plus élevés (outre le profit retiré par les intermédiaires).

Tout d'abord, les ouvriers avaient tenté de s'opposer à cette institution du recrutement parallèle. Les centrales syndicales traites ont brouillé les cartes et interprété cette opposition en prétendant que les ouvriers étaient hostiles à ce que leurs camarades "recrutés" soient mieux payés qu'eux !!! En réalité, la masse des ouvriers soumis au contrat collectif revendiquaient des salaires égaux à ceux des quelques privilégiés, ce qui est tout autre chose et marque un retour aux traditions de classe du prolétariat qui profite d'un rapport de force favorable afin de lutter pour améliorer ses conditions économiques. Il rassemble ainsi son unité et affirme son hostilité à la collaboration des dirigeants syndicaux et des patrons: il se prépare ainsi aux luttes plus décisives.

Des grèves éclatèrent avec une ampleur inattendue. Devant cette menace, les dirigeants syndicaux et les organisations patronales conclurent rapidement un accord tendant à l'interdiction du recrutement parallèle.

Mais cette décision qui visait à paralyser le prolétariat n'augmentait pas la force de travail disponible, et les capitalistes du-

rent se débrouiller individuellement, comme par le passé. Une entreprise de chantier naval offrit une prime à l'ensemble de son personnel pour qu'une commande soit prête à temps. C'était une augmentation déguisée, mais pas si déguisée que l'organisation patronale n'ait pris ombrage et suspendu provisoirement l'entreprise franc-tireur. Un autre chantier naval d'Amsterdam démissionna de l'organisation pour augmenter les salaires de 5% au-dessus du tarif syndical.

Le prolétariat sut, lui aussi, reconnaître la voie qu'il fallait suivre; de nouvelles grèves éclatèrent, toujours spontanées et isolées, mais de plus en plus systématiques. Les dirigeants syndicaux "ouvriers" déclarèrent que c'était là la fin des conventions collectives et ils sonnèrent l'alarme pour l'ensemble de l'économie hollandaise. A la télévision (voyez-vous ça !), le secrétaire des Fondements s'efforça de concilier les intérêts "supérieurs" du capitalisme hollandais et ceux des travailleurs dont les "salaires étaient tout de même un peu trop bas en ce moment".

Le 12 septembre, une "table ronde" du ministre du travail, des patrons et des dirigeants syndicaux tomba d'accord... pour laisser souffler l'économie hollandaise jusqu'au premier janvier prochain, date à laquelle les salaires seraient augmentés de 5% pour l'ensemble des travailleurs.

Le cadre général de l'accord est classique: on nous en rebat les oreilles dans tous les pays du monde. Il faut sauvegarder les intérêts généraux de l'économie nationale; il ne faut pas mettre en danger la capacité concurrentielle de la petite Hollande dans le marché commun et sur le marché mondial; bref, il faut sacrifier au mythe de la production nationale, qui prime tout. Certes, les salaires devaient être augmentés, mais il fallait aussi assurer un bon revenu aux autres membres de la "collectivité nationale", c'est à dire augmenter les loyers en faveur des propriétaires, augmenter le prix des subsistances en faveur des boutiquiers et des industriels, et enfin il fallait s'attendre à une augmentation des impôts. A cette condition, les ouvriers auraient aussi leur augmentation.

Aussitôt après ces tractations, des grèves sauvages éclatèrent dans l'industrie métallurgique et dans quelques ateliers de typographie d'Amsterdam: les ouvriers obtinrent satisfaction. La situation devenait sérieuse. En bon pompier de service, le dirigeant de la Centrale syndicale social-démocrate Roemer déclara dans une conférence de presse qu'il s'était prononcé pour le blocage des salaires jusqu'au premier janvier, mais que si des événements tels que ceux qui s'étaient produits dans les docks d'Amsterdam (où la grève avait été particulièrement dure) devaient se répéter, il faudrait envisager des solutions plus rapides.

En voilà déjà un qui a compris que le poing des ouvriers a plus de poids que la plume des négociateurs !

"SI TU VEUX LA PAIX,

PREPARE LA GUERRE DE CLASSE" (Lénine)

L'Internationale Communiste surgit en 1919 pour combattre sans pitié le pacifisme et le social-patriotisme qui avaient gagné la politique et la propagande de la II^o Internationale. Celle-ci, en rejetant la lutte de classe et la violence révolutionnaire, ne faisait rien d'autre qu'aider à la conservation de la domination bourgeoise sur le prolétariat, que laisser les mains libres à l'oppression sociale et à la violence impérialiste.

La III^o Internationale déchira le drapeau du pacifisme et du social-patriotisme derrière lequel l'opportunisme socialiste tentait de dissimuler la dictature de la bourgeoisie sur le prolétariat, et elle brandit le drapeau de la révolution communiste européenne, le drapeau de la dictature du prolétariat. Elle mit sous les yeux du prolétariat du monde entier cette claire alternative : "Ou la dictature du prolétariat -Ou la dictature de la bourgeoisie".

La doctrine communiste restaurée par le Parti bolchevique démasquait férocelement le mensonge et la trahison des partis social-pacifistes. Tout leur pacifisme bêlant, toutes leurs illusions démocratiques, toutes leurs jérémiades sur le développement pacifique de la société, tous leurs appels à la "sagesse" des hommes d'Etat pour éviter la guerre -tout cela était balayé par la claire doctrine marxiste sur la paix et la guerre capitalistes.

Les masses immenses d'exploités, la classe ouvrière tout entière ne peuvent éviter la guerre et sortir de l'enfer capitaliste que par la révolution communiste. La guerre, produit de l'impérialisme, ne pourra être éliminée par la paix capitaliste, mais seulement par l'insurrection victorieuse du prolétariat qui, en détruisant l'appareil d'Etat bourgeois dans les divers pays capitalistes pour ériger sa propre dictature, arrachera les racines mêmes de la guerre.

A la paix et à la guerre impérialistes, le prolétariat ne peut répondre que par la guerre de classe : voilà le message que lançait l'Internationale Communiste aux prolétaires de tous les pays.

o o

Mais l'Internationale fut vaincue. Entre 1917 et 1930, partout, en Europe comme en Asie, les tentatives révolutionnaires anti-capitalistes subirent des défaites. La Russie, isolée, privée de l'aide déterminante d'une insurrection prolétarienne victorieuse en Europe sur laquelle comptaient tous les Bolchevicks, subit la contre-révolution sanglante qui porte le nom de Staline et qui calomnia, déporta et assassina l'avant-garde communiste russe. L'Etat russe devint l'instrument de la grandeur de la nation russe, et cessa d'être l'arme du prolétariat mondial qu'avaient forgée les Bolchevicks, Lénine en tête ; l'Etat russe devint l'instrument et le gardien de l'expansion du capitalisme en Russie et un agent de la conservation capitaliste dans le monde.

Cette défaite devait faire reculer toujours plus le mouvement ouvrier international, jusqu'à le porter sur des positions pires encore que celles qui

avaient marqué la trahison de la seconde Internationale. La Troisième Internationale reniait son propre programme, le programme du prolétariat révolutionnaire pour sombrer à son tour dans le patriotisme et le démocratisme : l'organisation communiste était morte,

Critiquant les contorsions et les "tournants" du Kremlin en matière de politique étrangère, Trotsky, en 1938, reprochait particulièrement aux Russes leur propagande en faveur du désarmement et des "idées de paix" lancées par la Société des Nations (société de brigands impérialistes, selon Lénine) à laquelle ils avaient adhéré.

"En l'espace de vingt ans -observait-il- les négociations et les conversations sur le désarmement n'ont abouti qu'à une nouvelle course aux armements, qui dépasse de bien loin tout ce qu'on avait vu jusqu'ici". L'année suivante, la seconde guerre impérialiste éclatait : des dizaines et des dizaines de millions de prolétaires pouvaient recueillir, sur le front ou dans les villes assiégées, les fruits de la politique de paix et de désarmement prêchée par Moscou et par les partis qui lui étaient affiliés. Et ces prolétaires firent ce qui paraissait impossible : ils tuèrent et se firent tuer au nom de l'ignoble démocratie du "monde libre", pour la plus grande gloire de l'impérialisme occidental allié de l'Etat capitaliste russe.

C'était là la plus ruineuse des défaites. La III^e Internationale -qui résolut du reste de se dissoudre pour ne pas gêner l'effort de guerre des Alliés- dépassait la trahison de la II^e Internationale en menant partout les prolétaires au massacre impérialiste en en embrigadant dans les rangs des Partisans ceux qui avaient échappé au recrutement des armées régulières.

La guerre finie, les prolétaires furent invités à regarder avec espoir du côté de l'O.N.U., nouvelle association des Etats impérialistes née des ruines fumantes de la guerre. Dans chaque pays, solidement encadrés par les soi-disants communistes, ils durent reconstruire, sans revendiquer, l'économie nationale dans le respect, prêché par les traîtres "communistes", de la démocratie bourgeoise, c'est-à-dire de l'Etat bourgeois, de l'Ordre bourgeois. Après le tribut du sang, le tribut de la sueur !

Depuis des années maintenant, l'O.N.U. siège en permanence et discute à perte de vue de ces éternels sujets : le désarmement, l'interdiction des essais nucléaires, la défense de la paix. Et depuis des années la discussion en est toujours au même point, mais la course aux armements, elle, va bon train.

Pourtant, les propagandes parallèles de Moscou et de Washington célèbrent les vertus mystérieuses du fameux téléphone rouge qui relie maintenant les capitales des deux impérialismes rivaux et qui permettrait d'éviter les guerres "par erreur" ! Mais les guerres "sans erreur", les guerres normales, les guerres inévitables, les guerres que préparent la paix, les bonnes affaires, le commerce Est-Ouest ? Mais la guerre que prépare inéluctablement le développement "pacifique" d'aujourd'hui, les échanges à intérêts réciproques, la lutte pour les marchés

baptisée pudiquement "émulation pacifique" ?

Les négociations pour la paix, aujourd'hui comme dans les années qui précéderent l'éclatement du second conflit impérialiste, n'ont qu'une portée réelle, et une seule. Elles n'ont qu'un but, et un seul : tenter de persuader le prolétariat qu'il doit faire confiance aux divers chefs d'Etat pour assurer la paix mondiale, qu'il doit renoncer à toute revendication historique, qu'il doit renoncer à sa révolution pour ne pas compromettre la paix actuelle.

Mais nous savons, nous, comme le savaient et le proclamaient les Bolchevicks, que la guerre ne naît pas "par erreur", par suite de la "mauvaise humeur" des chefs d'Etat, mais que la guerre est engendrée nécessairement par la société capitaliste, par la concurrence inter-impérialiste qui se développe et s'aiguise précisément au travers du commerce international que nos khrouchtcheviens actuels célèbrent comme le remède enfin trouvé à la guerre impérialiste !

Dans les partis qui se prétendent aujourd'hui communistes et qui ne sont rien d'autre que les partis du crétinisme démocratique, les auxiliaires de la conservation capitaliste et les agences de propagande du commerce international fondé sur l'exploitation du prolétariat mondial, -dans ces partis, il ne reste plus un grain de la tradition, de la doctrine et du programme de la glorieuse Internationale Communiste. Ces partis doivent être dénoncés sans pitié comme les agents de l'exploitation capitaliste, de cette exploitation qui prépare les conditions du troisième conflit impérialiste malgré toutes les prières impuissantes des pacifistes.

Une seule voie s'ouvre devant le prolétariat s'il veut éviter la guerre et en finir avec les infamies et les misères de la société capitaliste : la voie maîtresse de la révolution communiste, la voie des Bolchevicks. Une seule tâche s'offre aux révolutionnaires : recommencer l'oeuvre de l'Internationale Communiste trahie par les Stalino-khrouchtcheviens, restaurer, défendre, propager la plateforme politique de la III^e Internationale à ses débuts, rétablir les principes et les perspectives originelles de la doctrine marxiste, continuer la lutte du prolétariat international contre la société capitaliste, son Etat et ses larbins soi-disant communistes. C'est à cette oeuvre que se consacre notre parti.

B U L L E T I N D ' A B O N N E M E N T

NOM et ADRESSE

souscrit un abonnement (rayer les mentions inutiles)

- à Programme Communiste (normal : 9 F
de soutien : 20 F
- au Prolétaire (normal : 2 F
de soutien : 5 F

- combiné à Programme Communiste et le Prolétaire (10 F)

Versements à Programme Communiste C.C.P. 2202 22 Marseille

LA GREVE "SAUVAGE" DES DOCKERS GANTOIS

Depuis quelques années le port de Gand -le second en importance après celui d'Anvers- s'est "modernisé", c'est-à-dire que les nouvelles installations portuaires ont pour effet de multiplier les efforts musculaires des dockers dont le rendement productif sera redoublé pour le plus grand profit des Compagnies de transport maritime. Grâce à la vigilante activité des bonzes syndicaux socialistes et chrétiens, les dockers gantois s'étaient laissés endormir par de belles promesses de "gros sous" tombant des portefeuilles des capitalistes reconnaissants. En attendant ce pactole, les dockers accélérèrent le rythme du travail et fournirent le maximum d'heures supplémentaires.

Ces excès, encouragés par les bonzes syndicaux et la hausse continue du coût de la vie, viennent d'atteindre leurs limites. Les dockers, harassés et mécontents réclamèrent des augmentations de salaires en s'appuyant fort opportunément sur la pénurie de main-d'œuvre et l'accroissement du trafic portuaire. Bon gré mal gré, les bonzes furent contraints d'aller s'agenouiller aux pieds des délégués patronaux avec qui ils conclurent un accord que les ouvriers rejetèrent unanimement. Il s'agissait d'une augmentation de 20 frs. par jour réglée en deux tranches : 10 frs. immédiatement et 10 frs. en juin 1964. A celà les dockers opposèrent : 14 % d'augmentation immédiatement. Sous prétexte d'être liés par l'accord intervenu, les délégués syndicaux ne voulurent pas retourner à la table des négociations pour défendre cette revendication. Toujours unanimement, les dockers décidèrent de déclencher la grève, passant outre à l'accord des bonzes syndicaux et sans préavis.

Du coup, les dirigeants des deux syndicats, frisant l'apoplexie, déclarèrent cette grève illégale au nom de la discipline syndicale et des bonnes relations avec le patronat, ajoutant que les grévistes ne pourraient bénéficier d'aucun secours financiers, ni de la solidarité des autres syndicats affiliés à la F.G.T.B. (Fédération générale des travailleurs en Belgique). Si les bonzes ne réclamèrent pas l'intervention de la gendarmerie, c'est bien parce qu'ils ne peuvent en disposer comme ils disposent de la caisse syndicale. C'est donc dans l'isolement le plus total que les dockers gantois affrontèrent pendant 19 jours le patronat et ses agents syndicaux socialistes et chrétiens. Des circonstances exceptionnelles : pénurie de main-d'œuvre, encombrement du trafic portuaire, ajoutées au "mauvais exemple" donné par les grévistes aux autres travailleurs du pays, précipitèrent la capitulation du patronat.

Ces circonstances particulièrement favorables devraient évidemment être utilisées par l'ensemble des travailleurs sous la direction de leurs syndicats, si ceux-ci n'avaient pas une direction dévouée aux intérêts du capitalisme. C'est cette direction qui est responsable de la "sauvagerie" des ouvriers, c'est elle qui contraint ces derniers à se jeter dans la lutte en sortant des cadres de leurs organisations de classe. Bien entendu, nous ne parlons pas des syndicats chrétiens qui ne sont que des organisations de jaunes que les ouvriers doivent quitter et refuser de rejoindre au même titre que toutes les organisations ouvertement bourgeoises, chrétiennes ou non. Nous parlons des syndicats dont les

origines et les principes étaient inspirés de la lutte de classe. S'il est encourageant de constater qu'au sein des syndicats jaunes, le capitalisme fait craquer l'alliance des ouvriers et des curés en civil, leur liquidation est retardée par l'avilissement des dirigeants syndicaux socialistes qui détiennent une autorité telle qu'ils peuvent se permettre impunément de faire main-basse sur les avoirs financiers constitués par les ouvriers eux-mêmes.

Cependant, cette autorité elle aussi est battue en brèche. La grève des dockers gantois l'a montré et préfigure, bien modestement il est vrai, ce que tous les curés, en civil ou non, apprendront demain à leurs dépens : que les prolétaires n'appartiennent décidément pas à l'espèce moutonnaire, et qu'ils deviendront les démons de la révolution prolétarienne.

Les démocrates petits-bourgeois, ces pseudo-socialistes qui ont substitué à la lutte de classes leurs rêveries sur l'ontogenèse des classes, se représentaient aussi la transformation socialiste comme une sorte de rêve, non point sous la forme du renversement de la domination de la classe exploitée, mais sous la forme d'une soumission pacifique de la minorité à la majorité consciente de ses tâches. Cette utopie petite-bourgeoise, indissolublement liée à la reconnaissance d'un Etat placé au-dessus des classes, a abouti pratiquement à la trahison des intérêts des classes laborieuses, comme l'a montré, par exemple, l'histoire des révolutions françaises de 1848 et 1871, comme l'a montré l'expérience de la participation "socialiste" aux ministères bourgeois en Angleterre, en France, en Italie et en d'autres pays à la fin du XIXe et au début du XXe siècle.

.....

"L'Etat, c'est-à-dire le prolétariat organisé en classe dominante", -cette théorie de Marx est indissolublement liée à toute sa doctrine sur le rôle révolutionnaire du prolétariat dans l'histoire. L'aboutissement de ce rôle, c'est la dictature prolétarienne, c'est la domination politique du prolétariat.

(LENINE, L'Etat et la Révolution.)